



Urgent Appeal

2022//10

Dear Mr. Leclerc

Mayer of Gennevilliers

Subject: The critical financial situation of the Civic Coalition for human Right, is going through.

With the Israeli escalation of the violations in occupied Jerusalem, during the last few years, in expanding of Israeli illegal settlement and the Israeli urban planning system and home demolition which led to more land control and force displacement of Palestinian children and women as well as the Israeli eviction and demolition in silwan neighborhood, which will lead to displacement of nearly 8000 Palestinians from Silwan, and the Israeli plans including the demolition of Al bustan 120 homes, the demolition of wadi ysoul 28 homes to expand the Israeli National park, the eviction of Batten Al Hawa home demolition of 200 homes in Ein Al Louzeh under the pretext of lack of permit, the confiscation of the land of wadi al rababa.

All the above policies has one main goal, more land control and force displacement of Palestinian people in violation of the international humanitarian law, human right law, and the Geneva convention.

Jerusalem is an occupied city and part of the occupied territories where all action by the Israeli occupation are illegal.

Since then the load of work of the Civic Coalition has increased dramatically, trying to provide legal and technical support to the Palestinian communities in East Jerusalem trying to help them stay in their city.

The Coalition works on 4 issues:

- Monitoring the Israeli policies, plans and laws for Jerusalem, and mainly in the area of Silwan including Al Bustan.
- Conduct Awareness rising and information sessions in silwan, for Palestinian communities about the Israeli plans for the area.
- Empowering the Palestinian communities in the various neighborhoods, helping in establishing local committees and creating a network of the neighborhood committees in Silwan
- Building the capacity of these committees, through training in advocacy and the way to defend their rights.

- The Coalition provides Legal Aide for AL bustan community to stop the demolition of the 120 homes in al bustan, as well as other areas in silwan under the risk of demolition or eviction and poor targeted communities in Jerusalem, such as the eviction of Palestinian families in Sheik jarrah, and Shufat, trying to stop their eviction.
- Advocacy and lobbying. The Coalition involve in advocacy with the international community, the UN mechanism, the human right council, the commission for human right in Geneva and New York and the EU, trying to stop the demolition and eviction of the residence of silwan.
- The Coalition organize educational programs including trips for the children in silwan, to visit the old city of Jerusalem and the other palestinain cities.

During The last two years human right organizations in general and the Coalition in particular have been suffering of the shortage of funding due to the Coved-19 and its implication as well as focus of donors on other countries in the region, such as Syria, Lebanon, Libya , Iraq, Tunisia and Egypt. And due to the refugee issue as well.

The Other main causes of the scarcity of funding has been the Israeli government presser on European states, their parliaments and governments, trying to stop funding for human right organizations and in particular the ones that are working in Occupied East Jerusalem. During the last few years, the Israeli government has invested allot on stopping funding's to Palestinian human Right Organizations.

Due to such situation the Civic Coalition has been going through, the Coalition has not been able to pay the lawyers for their legal aid work on the case of Al Bustan, and the Cable car project over silwan. The financial deficit, amount to US\$150,000. This has been affecting the work of the Coalition on legal intervention, following the Israeli plans for East Jerusalem, on Education and the legal program of the Coalition, taking in consideration the recent development in albustan/Silwan whom are facing eviction and demolition.. As well as the continuance and escalation of home demolition.

This deficit has been affecting the payments for the lawyers for legal Aide, advocacy and lobbying and the salaries of the staff of the coalition, were for the last year, the staff h have been paid frequently. And, covering the expenses of the office.

The above financial problem has put the situation of the Civic Coalition under the threat of closure.

I am writing to you hoping that you will be able to help us in solving our financial

Thank you for your cooperation and support.

Zakaria

Executive Director of the Civic coalition

Cher Monsieur Leclerc

Monsieur le Maire de Gennevilliers

Objet : La Coalition Civique pour les Droits de l'Homme traverse une situation financière critique.

Avec l'escalade israélienne des violations dans Jérusalem occupée, au cours des dernières années, l'expansion des colonies illégales israéliennes et le système israélien de planification urbaine et la démolition de maisons qui a conduit à plus de contrôle des terres et le déplacement forcé des enfants et des femmes palestiniens ainsi que l'expulsion israélienne et les démolitions dans le quartier de Silwan. Les plans israéliens comprennent la démolition d'Al Bustan avec 150 maisons, la démolition de Wadi Yasoul avec 28 maisons pour agrandir le parc national israélien, l'expulsion de Batn Al Hawa, la démolition de 200 maisons à Ein Al Louzeh sous le prétexte de l'absence de permis, la confiscation de la terre de Wadi Al Rababa.

Toutes les politiques susmentionnées ont un objectif principal : contrôler davantage les terres et déplacer de force le peuple palestinien, en violation du droit humanitaire international, des droits de l'homme et de la convention de Genève.

Jérusalem est une ville occupée et fait partie des territoires occupés où toutes les actions de l'occupation israélienne sont illégales. Depuis lors, le volume de travail de la Coalition Civique a augmenté de façon spectaculaire, en essayant de fournir un soutien juridique et technique aux communautés palestiniennes de Jérusalem-Est, en essayant de les aider à rester dans leur ville.

La Coalition travaille sur 4 sujets :

- Une veille sur les politiques, les plans et les lois israéliennes pour Jérusalem, et principalement dans la zone de Silwan, y compris Al Bustan.
 - Mener des sessions de sensibilisation et d'information à Silwan, pour les communautés palestiniennes, sur les plans israéliens pour la zone.
 - Renforcer les capacités des communautés palestiniennes dans les différents quartiers, en les aidant à mettre en place des comités locaux et en créant un réseau de comités de quartier à Silwan.
 - Renforcer les capacités de ces comités en les formant à la défense de leurs droits.
-
- La Coalition fournit une aide juridique à la communauté d'Al Bustan pour empêcher la démolition des 120 maisons d'Al Bustan, ainsi qu'à d'autres zones de Silwan menacées de démolition ou d'expulsion et aux communautés pauvres ciblées à Jérusalem, comme l'expulsion de familles palestiniennes à Sheik Jarrah et Shufat, en essayant d'empêcher leur expulsion.
 - Plaidoyer et lobbying. La Coalition s'implique dans le plaidoyer auprès de la communauté internationale, du mécanisme de l'ONU, du Conseil des droits de l'homme, de la Commission des droits de l'homme à Genève et à New York et de l'UE, en essayant d'arrêter la démolition et l'expulsion de la résidence de Silwan.
 - La Coalition organise des programmes éducatifs, y compris des voyages pour les enfants de Silwan, pour visiter la vieille ville de Jérusalem et les autres villes palestiniennes.
- Au cours des deux dernières années, les organisations de défense des droits de l'homme en général et la Coalition en particulier ont souffert du manque de financement dû au Covid-19 et à ses implications ainsi qu'à la concentration des donateurs sur d'autres pays de la région,

tels que la Syrie, le Liban, la Libye, l'Irak, la Tunisie et l'Égypte. Et aussi à cause de la question des réfugiés.

L'autre cause principale de la pénurie de financement est la pression exercée par le gouvernement israélien sur les États européens, leurs parlements et leurs gouvernements, pour qu'ils cessent de financer les organisations de défense des droits de l'homme, et en particulier celles qui travaillent à Jérusalem-Est occupée. Au cours des dernières années, le gouvernement israélien s'est beaucoup investi dans l'arrêt du financement des organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme.

En raison de cette situation, la Coalition Civique n'a pas été en mesure de payer les avocats pour leur travail d'assistance juridique dans le cas d'Al Bustan et du projet de téléphérique au-dessus de Silwan. Le déficit financier s'élève à **150 000 dollars**. Cela affecte le travail de la Coalition en matière d'intervention juridique, suite aux plans israéliens pour Jérusalem-Est, en matière d'éducation et le programme juridique de la Coalition, en tenant compte des récents développements à Al Bustan/Silwan qui sont confrontés à l'expulsion et à la démolition. Ainsi que la poursuite et l'escalade des démolitions de maisons.

Ce déficit a affecté le paiement des avocats pour l'aide juridique, le plaidoyer et le lobbying, ainsi que les salaires du personnel de la coalition, alors que l'année dernière, le personnel a été payé fréquemment. Les salaires du personnel de la coalition ont été payés fréquemment au cours de l'année écoulée et les dépenses du bureau ont été couvertes.

Les problèmes financiers susmentionnés ont mis la Coalition civique sous la menace d'une fermeture.

Je vous écris en espérant que vous pourrez nous aider à résoudre nos problèmes financiers. Je vous remercie de votre coopération et de votre soutien.

Zakaria

Directeur exécutif de la coalition civique